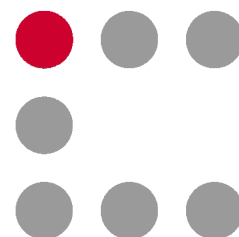




I G R E T E C



RAPPORT FINANCIER

2020

TABLE DES MATIERES

Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2020	3
Commentaires des comptes annuels au 31 décembre 2020	7
Secteur 1	7
Secteur 2	10
Secteur 3	14
Secteur 4	15
Comptes regroupés	17
Ratios Banque Nationale	19
Chiffres clés - Analyse sur 5 ans	20
Bilan et compte de résultats regroupés	21
Annexes	25
Bilan social	37
Règles d'évaluation	38
Autres informations	41
Bilan & Compte de résultats par secteur	42
Secteur 1	42
Secteur 2	46
Secteur 3	50
Secteur 4	54
Rapport du commissaire à l'Assemblée Générale des coopérateurs de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques srl sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2020	58
Informations	62

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2020

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Aiseau-Prezles	19		567.531	618.563	1.456		85.204	
Amay	1							
Anderlues	24							
Antoing	3							
Ath	50							
Assesse	1							
Beaumont	9			110.397	7			
Beloeil	26							
Bernissart	21							
Binche	69							
Boussu	45							
Braine-le-Comte	21							
Brugelette	7							
Brunehaut	7							
Celles	11							
Chapelle-lez-Herlaimont	23							
Charleroi	458		3.004.879	3.811.942	48.828		3.083.755	407
Châtelet	73			815.980	8.216		474.481	
Chièvres	10							
Chimay	7			116.175	11			
Comines-Warneton	1							
Courcelles	60			1.125.013	4.808		289.761	
Couvin	1							
Dour	1							
Ecaussinnes	5							
Ellezelles	12							
Enghien	12							
Engis	12							
Erqueinnes	21			436.762	11		60.101	
Estaimpuis	20							
Estinnes	16							
Farciennes	26		11.558	97.128	2.812		152.703	
Fleurus	41			1.124.374	4.632		156.885	45
Flobecq	7							
Florennes	100							
Fontaine-l'Évêque	33			1.542.708	1.240		193.627	
Fosses-la-Ville	7							
Frameries	43							
Frasnes-lez-Anvaing	9							
Froidchappelle	2			1.235.829	4			
Gembloux	12							
Gerpinnes	13			1.368.649	1.068		10.112	
Ham-sur-Heure - Nalinnes	16			2.412.356	1.253		118.425	
Hensies	100							
Herstal	73							
Ittre	1							
Jemeppe-sur-Sambre	1							

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Juprelle	1							
Jurbise	16							
La Louvière	144							
Le Roeux	14							
Les Bons Villers	15			888.686	1.048		1	
Lessines	40							
Leuze-en-Hainaut	17							
Lobbès	11			671.714	6		48.791	
Manage	39							
Marchin	1							
Merbes-le-Château	10				4		25.137	
Mettet	1							
Molenbeek-Saint-Jean	1							
Momignies	11			949.429	6			
Mons	122							
Mont-de-L'Enclus	3							
Montigny-le-Tilleul	15			853.915	2.028		76.871	
Morlanwelz	35							
Mouscron	1							
Nivelles	1							
Oupeye	1							
Pecq	7							
Péruwelz	20							
Philippeville	1							
Pont-à-celles	18			1.516.918	3.032		116.215	
Quaregnon	39							
Quévy	11							
Rebecq	20							
Rumes	6							
Saint-Georges-sur-Meuse	1							
Saint-Ghislain	44							
Sambreville	42		66.496					
Seneffe	21							
Silly	4							
Sombrefe	1							
Soignies	46							
Sivry-Rance	10			841.945	5			
Thuin	24			1.698.486	16		79.037	
Tubize	1							
Tournai	142							
Walcourt	28							
Wanze	1							
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
S.W.D.E		478				200		
ADL Jemeppe sur Sambre		1						
ASBL "Les Lacs de l'Eau d'Heure"		1						
ASBL "Technofutur		1						
Association Intercommunale Générations Thiérache		1						
I.C.D.I.		552						
I.P.F.H.		10.908						
ORES assets						2.400		

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
Province de Hainaut		48				2.665		
Jardins de Wallonie		1						
La Ruche Chapelloise		1						
Le Logement Bruxellois		1						
Parc des Sports de Charleroi		1						
RCA Charleroi		1						
RCA Dour		1						
RCA Erquennes		1						
RCA La Louvière		1						
RCA Les Bons-Villers		1						
RCA Aiseau		1						
RCA Farciennes		5						
RCA Leuze en hainaut		1						
RCA Mons capitale		1						
Résidence le Douaire ASBL		1						
Sambraqua		1						
Société Sambre et Biesme		1						
Sedifin		1						
Société Wallonne Crédit Social		1						
SPGE		1						
Sports et Loisirs Sud Hainaut		1						
SPI		1						
IMIO (intercommunale)		1						
ISPPC		1						
IRSA		10						
Centre de santé des Fagnes		1						
CPAS Aiseau-Présles		1						
CPAS Anderlues		1						
CPAS Beaumont		10						
CPAS Binche		1						
CPAS Brugelette		1						
CPAS Charleroi		1						
CPAS Châtelet		1						
CPAS Chapelle-lez-Herlaimont		1						
CPAS Chièvres		1						
CPAS Chimay		1						
CPAS Silly		1						
CPAS Courcelles		1						
CPAS Dour		1						
CPAS Ecaussinnes		1						
CPAS Erquennes		1						
CPAS Froidchapelle		1						
CPAS Gerpinnes		1						
CPAS Le Roeux		1						
CPAS Quaregnon		1						
CPAS Molenbeek		1						
CPAS Momignies		1						
CPAS Mons		1						
CPAS Sambreville		1						
CPAS Sivry Rance		1						
CPAS Thuin		1						
CPAS Tournai		20						

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
CPAS Fleurus		1						
CPAS Walcourt		1						
Zone de police Brunau		1						
Zone de Police Chatelet		1						
Zone de Police Haut-Pays		1						
Zone de Police Lermes		1						
Zone de Police 3 Vallées		1						
Zone de Police de Hermeton/s/Heure		1						
Zone de Police du Samson		1						
Zone du Tournaisis		1						
Zone des Trieux		1						
Zone de secours Hainaut-Est		1						
Zone de secours Hainaut-Centre		1						
TOTAUX	2.516	12.095	3.650.464	22.236.969	80.491	5.265	4.971.106	452

COMMENTAIRES DES COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2020

SECTEUR 1

COMPTE DE RÉSULTATS

Le **chiffre d'affaires** passe de 47.336.495 € en 2019 à 48.194.394 € en 2020.

L'activité ordinaire du Bureau d'Etudes ainsi que la facturation des prestations aux autres secteurs a généré un chiffre d'affaires de 19.460.193 €, soit une augmentation de 6,3 % par rapport à l'exercice précédent.

La valorisation des études a été ajustée : nous avons enregistré, en correction du chiffre d'affaires, des ajustements pour les marges potentielles négatives sur les différents projets d'études et des produits acquis (1.554.241 €). La facturation des frais d'exploitation des ouvrages d'épuration à la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE) représente un montant de 28.733.745 €.

Nous avons enregistré en **variation de stocks** les opérations liées à la rétrocession à la SPGE d'emprises pour des ouvrages d'épuration.

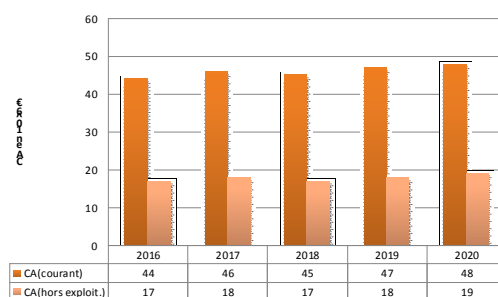
Les **autres produits d'exploitation** se composent de frais récupérés auprès de tiers (429.366 €), des produits de location d'immeubles ainsi que des subsides d'exploitation perçus pour la gestion du Guichet de l'Energie de la région de Charleroi. Les produits de location d'immeubles et la refacturation des charges locatives représentent un montant de 1.347.190 €. Nous enregistrons, également, sous cette rubrique, la refacturation de frais vers les autres secteurs (506.704 €), ainsi la prime régionale perçue en lien avec la cotisation de responsabilisation (45.361 €).

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent principalement les dépenses engagées lors de l'acquisition de tréfonds pour les futurs collecteurs et ouvrages d'épuration (16.901€).

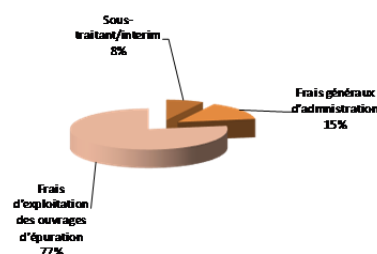
Nous enregistrons une diminution du poste **services et biens divers** de l'ordre de 3,8 % par rapport à l'exercice 2019. Les dépenses courantes pour les ouvrages d'épuration (9.922.239 €) sont en diminution de 1,4 % par rapport à l'exercice précédent. Les autres charges relatives à l'exploitation courante (hors épuration) s'élèvent quant à elles à 2.877.143 € pour l'exercice 2020.

Nous constatons une évolution de 4,98 % entre 2019 et 2020 du poste **rémunérations et charges sociales** qui s'explique principalement par une augmentation des ETPs (de 287 ETPs en 2019 à 301 ETPs en 2020).

Evolution du chiffre d'affaires



Répartition "Services & biens divers"



La **dotation aux amortissements** (7.391.453 €) a été constituée conformément aux règles d'évaluation. La charge d'amortissement sur les installations de démergement (598.439 €) et sur le bâtiment MERMOZ 1 ainsi que les amortissements des leasings sur les ouvrages d'épuration et les véhicules d'exploitation (6.225.319 €) sont compensés d'une part, par la consommation de subsides en capital et d'autre part, par la facturation des frais d'exploitation à la SPGE.

Nous avons constitué, pour l'exercice 2020, **des provisions pour risques et charges** d'un montant de 85.845 € et effectué des reprises de provisions pour 743.744 € après inventaire des litiges en cours, des charges futures à engager et de la consommation de la provision relative à la cotisation de responsabilisation ONSSAPL.

Les **autres charges d'exploitation** comprennent essentiellement, outre les charges fiscales d'exploitation et des régularisations après inventaire, des indemnités découlant de sinistres sur chantiers et les charges transférées du Secteur 2 (1.783.502 €), correspondant principalement aux frais de gestion et d'entretien du bâtiment SOLEO affecté au siège d'exploitation.

Les **produits financiers** s'élèvent à 1.043.080 €. Ils se composent d'une part, de la consommation des subsides en capital afférents aux biens d'investissement comptabilisés à l'actif et d'autre part, de produits de placements de trésorerie et des intérêts sur les comptes courants avec les autres secteurs (429.212 € pour 2020 contre 812.959 € en 2019). La prise en résultat de la quote-part des subsides octroyés pour les infrastructures de démergement et le bâtiment MERMOZ 1 s'élève à 613.868 €.

Les **charges financières** s'élèvent à 5.247.379 € : elles représentent les frais bancaires et les intérêts découlant de nos ouvertures de crédit, y compris les charges de couverture de taux sur produits structurés ainsi que la charge financière afférente au Secteur 1 pour le financement du bâtiment SOLEO. La partie des intérêts sur les leasings pour les ouvrages d'épuration et les véhicules d'exploitation représente 4.895.861 €, entièrement couverte par le contrat de service avec la SPGE.

Les **produits exceptionnels** (« Produits d'exploitation non récurrents ») se composent essentiellement de plus-values actées sur la réalisation d'actifs immobilisés (9.888 €).

Le **résultat de l'exercice** se solde par un bénéfice de 980.160 € qu'il est proposé d'affecter somme suit :

- 821.207 € à titre de gratification au personnel ;
- 158.953 € au bénéfice reporté.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations incorporelles** comprennent exclusivement des applications logicielles. Elles sont amorties selon les règles d'évaluation.

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 102.614.500 € contre 109.526.697 € l'exercice précédent. Les amortissements et, en corollaire, la consommation des subsides afférents aux installations de démergement ont été comptabilisés en résultat.

Les **immobilisations financières** s'élèvent à 9.722.857 €, soit 9.713.067 € de participations au capital de sociétés et 9.790 € de cautions diverses. La variation des participations financières par rapport à l'exercice précédent est due, essentiellement, à l'augmentation dans le capital de la S.P.G.E (parts C et D) eu égard aux activités de démergement et aux travaux d'égouttage pour les villes et communes associées au secteur.

Les **créances à plus d'un an** se composent des sommes à récupérer sous forme d'annuités auprès de la SWDE eu égard à la vente du bâtiment de siège situé à Couillet.

Les **stocks et commandes en cours d'exécution** s'élèvent à 1.366.998 €. Il s'agit des dépenses enregistrées pour l'achat des tréfonds pour la construction des ouvrages d'assainissement qui seront, à terme, cédés à la SPGE (1.328.411 €). Les avances reçues pour ces ouvrages ont été comptabilisées au passif en acomptes reçus sur commandes.

Les **créances commerciales** s'élèvent à 14.425.764 €. Ce montant comprend 12.220.965 € de créances sur les clients contre 14.101.942 € en 2019 ainsi que la partie des produits relatifs à l'exercice 2020 mais facturés au cours de l'exercice 2021, soit 2.156.016 €. Les créances douteuses représentent un montant net de 45.551 € après comptabilisation de réductions de valeur.

Les **autres créances** comprennent les montants à recevoir des Villes et Communes et de la Région Wallonne (1.128.586 €) ainsi que des impôts et taxes à récupérer (44.005 €). Cette rubrique comporte également le montant des rémunérations du mois de janvier 2021 payées anticipativement (668.042 €), le solde des comptes courants avec d'autres intercommunales ainsi que les comptes courants et avances avec les autres secteurs (12.558.087 €). Les tranches à échoir en 2021, relatives aux créances à plus d'un an, ont été reclassées sous la rubrique « Créances à un an au plus » (2.064.151 €). Il reste, au 31 décembre 2020, des « Produits à recevoir » et des créances diverses pour 250.003 €.

La trésorerie, **placements et valeurs disponibles** s'élève au 31 décembre 2020 à 7.831.936 € contre 7.789.769 € au 31 décembre 2019.

Les **comptes de régularisation** de l'actif comprennent des charges à reporter (510.671 €) ainsi que des produits acquis au 31 décembre 2020 relatif à l'encours des projets du Bureau d'Etudes (6.027.317 €).

PASSIF

Les **apports disponibles** ont été portés à 10.761.631 € eu égard aux augmentations de capital proposées dans le cadre du financement des dépenses reprises aux différents contrats de zone et contrats d'agglomération conclus avec nos Villes et Communes associées. Les appels de fonds ont débuté au cours de l'exercice 2009.

Nous avons enregistré sept nouvelles affiliations, à savoir : les communes de Marchin, Oupeye, Tubize, Hensies, le C.P.A.S de Silly, la Zone de Police « Hauts-Pays » ainsi que « Sambr'Aqua ».

Les **apports indisponibles** représentent la part fixe des fonds propres conformément aux statuts (24.800 €).

Le **bénéfice reporté** augmente de 158.953 € suivant l'affectation bénéficiaire de l'exercice.

Les subsides des pouvoirs locaux, régionaux et de l'Union Européenne pour les installations de démergement et pour le bâtiment MERMOZ I, dont le coût est enregistré à l'actif en immobilisations corporelles, constituent la rubrique **subsides en capital**.

Les **provisions pour risques et charges** ont été revues en fonction de l'évolution des litiges en cours. Elles se décomposent comme suit :

- provision pour la cotisation de responsabilisation ONSSAPL : 14.078.762 € ;
- provision pour charges de couverture liées au personnel pensionné : 99.255 € ;
- provisions diverses pour des litiges sur travaux : 758.959 € ;
- provision pour le démantèlement d'un équipement technique : 293.250 €.

Les **dettes à plus d'un an** comprennent les dettes de location-financement vis-à-vis de la SPGE sur les ouvrages d'épuration (84.613.931 €).

Le montant du crédit d'investissement contracté dans le cadre du financement du bâtiment « EOLE » (1.902.300 €) est comptabilisé sous la rubrique « Etablissements de crédit ».

Les **dettes à plus d'un an échéant dans l'année** représentent les tranches venant à échéance en 2020 pour les leasings liés au métier de l'eau (6.810.112 €) et la onzième tranche de notre crédit d'investissement de 6.341.000 € (317.050 €).

Les **dettes commerciales** comprennent 2.386.260 € pour le poste fournisseurs ainsi que 611.456 € de factures et notes de crédit à recevoir.

Les **acomptes reçus sur commandes** comportent essentiellement les avances enregistrées pour les travaux relatifs à la réalisation des ouvrages d'épuration pour compte de la SPGE (1.409.581 €) ainsi que la 1^{ère} avance relative à la couverture des frais d'exploitation 2021 (5.433.360 €) et les avances reçues pour couvrir les frais encourus par le Guichet de l'Energie.

La rubrique **impôts** comprend le précompte professionnel et la TVA de décembre à payer en janvier 2021.

La rubrique **rémunérations et charges sociales** se compose essentiellement de la provision pour pécules de vacances (2.632.220 €), du solde des cotisations patronales ONSS et de rémunérations à régulariser dans le courant de l'exercice 2021.

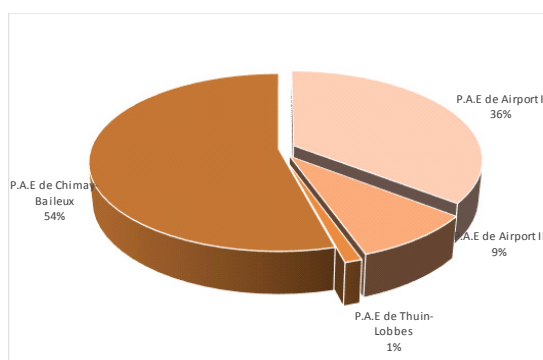
Nous trouvons, principalement, en **autres dettes** la gratification (charges patronales comprises) en faveur du personnel conformément aux dispositions statutaires (821.207 €) ainsi que des subsides obtenus (5.558.717 €) en couverture de travaux restant à réaliser dans le cadre du projet Cité des Métiers.

Les **comptes de régularisation** du passif comprennent des revenus à reporter (732.298 €) et des charges à imputer (1.224 €). Nous avons également comptabilisé des charges à imputer relatives l'encours des projets du Bureau d'Etudes (233.940 €) : il s'agit d'un ajustement des marges potentielles négatives sur les différents projets d'études.

SECTEUR 2

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 1.376.584 €. Il se compose des honoraires pour un montant de 405.347 € et des ventes de terrains qui ont été concrétisées par un compromis de vente au cours de l'exercice 2020 (971.235 €). L'an dernier, les ventes de terrains s'élevaient à 1.703.461 €.

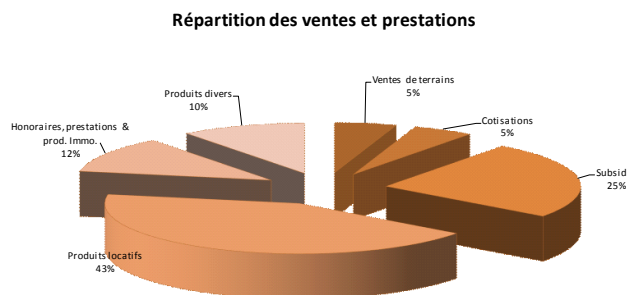


Ventes de terrains en 2020	(en m ²)	(en €)
P.A.E de Airport I	8504	344.802
P.A.E de Airport II	2521	88.235
P.A.E de Thuin-Lobbès	525	12.322
P.A.E de Chimay-Baileux	24252	525.876
Total des ventes	35802	971.235

La **variation de stocks** s'élève en 2020 à 672.564 €. Il s'agit pour l'essentiel du transfert au stock des études, travaux, acquisitions et subsides y afférents pour des projets de développement sur la région de Charleroi et dans la zone Sud-Hainaut.

La **production immobilisée** concerne le transfert à l'actif des montants relatifs aux frais d'études et de suivi liés à la construction de nouveaux bâtiments.

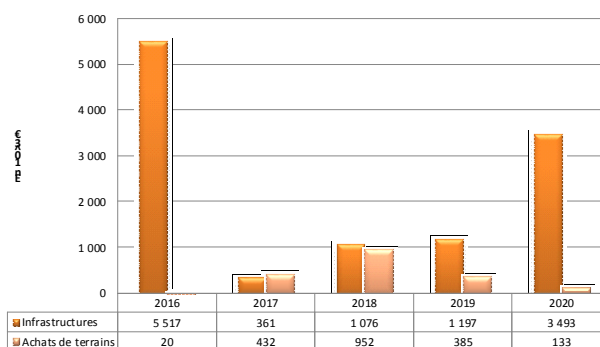
Les **autres produits d'exploitation** comprennent les subsides reçus ou promérités, d'une part, pour les programmes d'animation économique (« CDS », « Conférence des bourgmestres du bassin de vie de Charleroi », « Economie Circulaire », « Smart-Territoire » ainsi que les nouveaux programmes « Charleroi Hub-Créatif », « Fonds Structuraux 2014-2020 ») (1.612.208 €) et, d'autre part, les subsides reçus dans le cadre du développement de nos parcs d'activités économiques et des sites de reconversion (3.084.152 €).



Outre les subsides, sont comptabilisés sous cette rubrique, des produits de location d'immeubles, la facturation des charges locatives (8.053.392 €) et les cotisations de l'exercice (952.039 €). Cette rubrique enregistre également les frais communs transférés aux autres secteurs (1.575.144 €) ainsi que la rémunération perçue de la SWDE depuis la cession des réseaux d'eau en 2003. Nous avons également comptabilisé en 2020 la charge de matériel de protection « COVID » envers certaines de nos communes associées.

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent les achats de terrains (133.991 €) dans les différents parcs d'activités économiques ainsi que les travaux d'équipement des parcs pris en charge en 2020 (3.492.838 €), principalement les PAE de l'Aéropole, de l'Ecopôle, de Fleurus et de la microzone « Surchiste ».

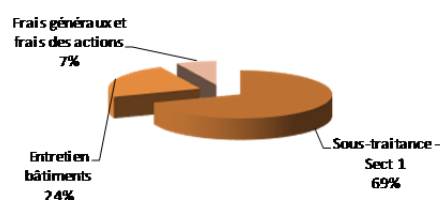
PAE - Evolution des coûts d'acquisition de terrains et des travaux d'infrastructures



Les **services et biens divers** sont principalement composés de la sous-traitance effectuée par le Secteur 1 (7.039.982 € contre 7.765.519 € en 2019). Ce poste reprend la facturation en 2020 d'honoraires relatifs aux différents nouveaux projets d'investissement et de développement de parcs d'activités économiques ainsi que la facturation en prix de revient des équipes dédiées aux différents métiers du Secteur 2 (5.749.555 €).

Ce poste se compose également des services d'autres sous-traitants dans le cadre des projets de développement économique et les frais de fonctionnement du métier d'animation économique, des frais relatifs à l'organisation d'événements dans le cadre des projets subsidiés ainsi que des frais de fonctionnement et les frais des organes de gestion (719.831 €).

Répartition "Services & Biens Divers"



Les frais d'entretien et de fonctionnement des bâtiments de siège et des bâtiments mis en location ainsi que des frais liés à l'entretien de nos parcs d'activités (2.380.262 €) sont également repris sous cette rubrique. Nous avons également comptabilisé en 2020 la charge de matériel de protection « COVID » envers certaines de nos communes associées.

La **dotation aux amortissements** s'élève à 5.089.907 €. La charge des amortissements pour les investissements relatifs aux bâtiments relais et aux immeubles construits sur les parcs d'activités économiques est compensée partiellement par la consommation de subsides en capital.

Des **réductions de valeurs** ont été actées sur des créances irrécouvrables concernant des loyers et des charges locatives (44.033 €).

Les **provisions** ont été rajustées en fonction de l'estimation des dépenses restant à réaliser dans les parcs d'activités économiques, des litiges en cours et de conventions spécifiques avec les pouvoirs publics ainsi que la provision relative au montant actualisé des cotisations de responsabilisation. Des dotations ont été comptabilisées pour 20.224 € et des reprises pour 477.923 €. Celles-ci concernent, principalement, la provision de couverture de cotisation de responsabilisation ONSSAPL ainsi que les provisions qui avaient été constituées pour nos parcs d'activités.

Les **autres charges d'exploitation** reprennent, outre la prise en charge de frais communs avec le Secteur 1 (157.654 €), des charges fiscales d'exploitation (90.101 €).

Les **produits financiers** s'élèvent à 1.102.204 €. Ils se décomposent, principalement, en produits de placements de trésorerie (38.028 €), en immobilisations financières (2.833 €) et en subsides en capital relatifs aux biens d'investissements comptabilisés à l'actif (1.058.220 €).

Les **charges financières** sont composées pour l'essentiel des charges d'intérêts relatives aux emprunts et avances reçues ainsi que les intérêts afférents à l'émission de billets de trésorerie (valeur nominale de 75.000.000 €), soit une charge d'intérêts de 1.864.152 € pour 2020 contre 1.990.866 € pour l'exercice précédent.

Les **autres charges financières** reprennent divers frais bancaires et intérêts (1.415 €).

Les **produits exceptionnels** (« Produits financiers non récurrents ») sont, essentiellement, composés d'une reprise de réduction de valeur sur nos immobilisations financières (78.467 €) ainsi que des extournes de dettes entièrement prescrites (161.683 €).

En **charges exceptionnelles** (« Charges financières non récurrentes »), nous avons ajusté la valeur de nos immobilisations financières, soit une réduction de valeur sur l'exercice de 12.586 €. Nous avons comptabilisé un amortissement exceptionnel de 1.127.118 € sur le bâtiment Clément Ader suite à sa déconstruction.

Le **résultat de l'exercice** se solde par une perte de 2.108.826 € qui sera apurée par un prélèvement sur les réserves disponibles.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 132.732.890 € contre 114.172.149 € en 2019. Il reste, au 31 décembre 2020, 1.942.713 € au poste **immobilisations en cours**.

Les **immobilisations financières** varient en fonction du rajustement des réductions de valeur appliquées sur certaines participations.

Les **créances à plus d'un an** reprennent les montants dus par les villes et communes pour le financement des crédits contractés auprès du Secteur 2 dans le cadre des travaux non subsidiés sur les parcs d'activités économiques et des créances sur les pouvoirs régionaux pour les financements « SOWAFINAL » dans le cadre des travaux subsidiés dans nos parcs d'activités ainsi qu'un prêt accordé à INTERSUD dans le cadre du refinancement des activités générales et d'un financement nominal de 2.500.000 € accordé au Secteur 3 dans le cadre des projets d'amélioration en efficacité énergétique des bâtiments (1.955.655 €).

Les **stocks** sont constitués de la valeur en prix de revient, ou en valeur de marché si le prix de revient lui était supérieur, des terrains de nos parcs d'activités économiques ainsi que les études pour divers projets d'investissement et s'élèvent à 45.906.535 €.

Les **créances commerciales** comprennent l'encours clients (915.326 €) ainsi que les factures et notes de crédit à établir au cours du prochain exercice (899.050 €). Les créances douteuses représentent au 31 décembre 2020 un montant de 104.346 € ayant fait l'objet de réductions de valeurs.

Les **autres créances à un an au plus** comprennent principalement des subsides à recevoir des pouvoirs publics et de l'Union Européenne (2.565.459 €). Il reste sous cette rubrique, au 31 décembre 2020, la tranche 2020 des financements pris en charge par les communes pour les travaux non subsidiés dans les parcs d'activités économiques (28.772 €) ainsi que des emprunts SOWAFINAL à charge des pouvoirs régionaux (3.183.203 €). Les autres créances diverses comprennent, pour l'essentiel, des loyers à percevoir (951.898 €), le solde des comptes courants avec le Secteur 3, l'IPFH et INTERSUD ainsi que le compte courant avec la SODEVIMMO (2.064.558 €) et des montants à recevoir relatifs aux actes de terrains et des subsides pro-mérités (1.214.041 €).

La trésorerie (**placements et valeurs disponibles**) s'élève à 3.067.183 € au 31 décembre 2020 contre 4.885.094 € l'exercice précédent.

Les **comptes de régularisation** de l'actif sont constitués de charges à reporter (68.987 €) et de produits acquis (20.235 €).

PASSIF

Les **apports** s'élèvent à 531.687 € au 31 décembre 2020 €.

La **réserve légale** s'élève à 5.831.410 € et les **réserves** se voient diminuer de 2.108.826 € suite à l'affectation de la perte de l'exercice.

Le poste **subsides en capital** enregistre les subsides reçus pour les immobilisations. Conformément au droit comptable, ils font l'objet d'une consommation au même rythme que l'amortissement pratiqué sur les immobilisations correspondantes.

Les **provisions pour risques et charges** ont été rajustées en fonction de l'inventaire de fin d'exercice. Elles se décomposent principalement comme suit :

- provision dans le cadre de l'explosion au Biopôle : 100.000 € ;
- provision pour des travaux de réfection des voiries sur nos PAE : 49.300 € ;
- provision relative à la cotisation de responsabilisation : 4.533.223 €.

Les **dettes à plus d'un an** comprennent, en **dettes financières**, des emprunts contractés dans le cadre de la construction de notre bâtiment de siège SOLEO et de bâtiments sur nos différents parcs d'activités et ceux contractés afin de permettre le remboursement de capital des associés privés ainsi que les emprunts contractés suite à la mise en force du programme de financement alternatif SOWAFINAL pour ce qui concerne le financement de la quote-part subsidiée des travaux d'infrastructures dans nos parcs d'activités (33.563.886 €).

Les **autres dettes à plus d'un an** représentent des subsides à reconstituer dans le cadre de conventions particulières avec les pouvoirs régionaux.

Les **dettes à un an au plus** reprennent les tranches d'emprunt échéant en 2021 (9.063.800 €), dont 3.183.203 € dans le cadre des financements SOWAFINAL ainsi que les dettes financières reprenant la valeur des billets de trésorerie émis au 31 décembre de l'année (41.000.000 €).

La fluctuation du compte **fournisseurs** résulte comme chaque année de la variation du volume de travaux engagés (3.283.216 € au 31 décembre 2020 contre 3.398.694 € en 2019).

Les **acomptes reçus** représentent les avances reçues dans le cadre des nouveaux programmes subsidiés (1.875.783 €) ainsi que des montants relatifs à des compromis de vente pour des terrains.

La rubrique **impôts** reprend des révisions TVA à verser au Trésor.

Les **autres dettes à un an au plus** comprennent, notamment, des cautionnements reçus en numéraire (136.253 €), le compte courant avec les autres secteurs (12.573.089 €), le compte courant de la société interne constituée avec INTERSUD (518.276 €), des avances à rembourser aux pouvoirs régionaux (1.875.487 €) et le capital à rembourser aux associés démissionnaires.

Les **comptes de régularisation** du passif comprennent des charges à imputer (1.571.804 €) et des produits à reporter (264.062 €).

SECTEUR 3

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** est composé, essentiellement de la facturation des suivis des projets d'amélioration en efficacité énergétique des bâtiments sur le territoire des communes associées (23.659 €).

La **variation de stocks** correspond au transfert des charges pour les études et travaux réalisés sur l'exercice (1.575.710 €).

Les **autres produits d'exploitation** reprennent pour l'essentiel des récupérations de frais divers (8.649 €).

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent les dépenses engagées en cours d'exercice pour les travaux d'amélioration énergétique pour les villes et communes associées (1.158.166 €). Ceux-ci ont été intégralement transférés aux stocks en clôture d'exercice.

Les **services et biens divers** se composent des frais des organes de gestion et de contrôle (22.326 €) ainsi que de la sous-traitance au Secteur 1 couvrant les coûts du département « services énergétiques » (269.504 €) et les études et suivis afférents aux projets (417.544 €).

Les **produits financiers** d'un montant de 14.454.571 € représentent les produits de notre participation au capital de l'IPFH (14.394.648 €) ainsi que les produits financiers inhérents aux calculs économiques (59.924 €).

Les **charges financières** s'élèvent à 38.028 € : il s'agit principalement des intérêts du prêt d'un montant nominal de 2.500.000 € octroyé par le Secteur 2.

Le **bénéfice de l'exercice** s'élève à 14.157.018 €. L'affectation du résultat pour cet exercice se décompose comme suit :

- 12.673.866 € à titre de rémunération des parts PF ;
- 1.483.152 € au bénéfice reporté.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations financières** représentent notre participation au capital de l'IPFH, soit des parts P.F (124.277.625 €) et des parts P.E (2.900.000 €).

Les **créances à plus d'un an** reprennent les montants des travaux et études facturés aux villes et communes pour les projets d'amélioration en efficacité énergétique. Ces montants seront libérés conformément aux modalités reprises dans les différents calculs économiques y afférents (1.678.408 €).

Les **stocks et commandes en cours** reprennent les pré-audits et audits énergétiques ainsi que les études et travaux à facturer aux villes et communes (3.925.347 €).

Les **créances à un an au plus** reprennent le compte « clients » (722.550 €) et le compte courant avec le Secteur 1 (81.323 €).

Les **valeurs disponibles** représentent 809.293 €.

Les **comptes de régularisation** comprennent des produits acquis pour 48.635 €.

PASSIF

Les **apports disponibles** sont constitués principalement par l'apport au Secteur 3 des Villes et Communes de leur participation dans le capital de l'IPFH.

Le **bénéfice reporté** s'élève à 1.483.152 € après l'affectation du résultat de l'exercice.

Les **dettes à plus d'un an** représentent le solde d'un emprunt nominal de 2.500.000 € octroyé par le Secteur 2.

Les **dettes à plus d'un an échéant dans l'année** reprennent la tranche d'emprunt venant à échéance en 2020 (112.709 €).

Les **dettes commerciales** sont constituées des montants dus aux fournisseurs (462.197 €) et des factures à recevoir (232.728 €).

Les **autres dettes** se composent principalement du compte courant avec le Secteur 2 (1.906.257 €) et de dettes découlant de l'affectation du résultat (845.956 €).

Le **compte de régularisation** est composé de charges financières à imputer sur l'exercice (20.235 €).

SECTEUR 4

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** est constitué des dernières ventes d'immeubles réalisées pendant l'exercice (247.500 €).

La **variation de stocks** reprend le prélèvement de l'exercice relatif aux ventes et cessions immobilières à la SOWAER de biens repris sous la rubrique « Stocks » (1.708.213 €).

Les **autres produits d'exploitation** reprennent les indemnités et les loyers perçus suite à l'occupation d'habitations par des locataires ou les anciens propriétaires (1.080 €) ainsi que la contrepartie de la créance sur la SOWAER comptabilisée eu égard à la gestion du compte courant et à la valorisation du stock de terrains et de maisons au prix de marché (61.273 €). Des refacturations de frais divers représentent 24.732 €.

Le poste **services et biens divers** s'élève à 4.383 €. Il se compose essentiellement des dépenses relatives à des honoraires d'avocat et de notaire dans le cadre de la vente des derniers biens en stocks.

Une reprise de **réduction de valeur sur stocks** a été appliquée afin de réajuster la valeur des stocks des immeubles en fonction de la valeur de marché eu égard à l'ensemble des immeubles qui ont été vendus ou cédés au cours de l'exercice (1.378.213€).

Après l'imputation des **charges financières** (201 €), le **résultat de l'exercice** se clôture à l'équilibre.

BILAN

ACTIF

Au vu de la finalisation de la cession des derniers actifs, il ne reste que les **valeurs disponibles** pour un montant de 381.278 €.

PASSIF

Les **apports disponibles** (2.802 €) restent inchangés.

La **réserve indisponible** s'élève à 989 €.

Les **réserves disponibles** s'élèvent 134.656 €.

Les **dettes commerciales** envers les fournisseurs s'élèvent à 2.840 €.

Les **autres dettes** comportent principalement le montant des cautions reçues des locataires (13.964 €), les comptes courants avec les autres secteurs (6.278 €) ainsi que les montants à rembourser à la SOWAER suite aux dernières opérations liées à la convention de gestion prenant fin au 31 décembre 2020 (219.748 €).

COMPTES REGROUPÉS

Les opérations de regroupement suivantes ont été effectuées :

- reclassement de certains produits de la rubrique chiffre d'affaires vers la rubrique production immobilisée ;
- compensation des produits et des charges afférents aux opérations intersectorielles;
- compensation des créances et des dettes réciproques aux quatre secteurs ;
- reclassement des immobilisations financières en fonction des participations globalement détenues par l'intercommunale ;
- reclassement de la quote-part des subsides en rubrique « Impôts différés » ;
- affectation consolidée.

Le total du bilan atteint un montant de 513.421.157 € en 2020 contre de 524.332.013 € en 2019.

Le résultat d'exploitation « consolidé » se solde par un bénéfice d'exploitation de 3.570.247 €. Le bénéfice « consolidé », somme arithmétique de l'ensemble des secteurs, s'élève à 13.028.352 € soit :

<u>Secteurs</u>	<u>Résultat net</u>
-> Secteur 1 :	980.160 €
-> Secteur 2 :	- 2.108.826 €
-> Secteur 3 :	14.157.018 €
-> Secteur 4 :	0 €

SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE (hors dettes à charge des tiers)

Les dettes financières présentées ci-dessous sont composées des dettes financières court terme et long terme hors dettes à charge des tiers, c'est-à-dire diminuées du leasing envers la SPGE pour 91.424.044 € et du montant relatif au dossier SOWAFINAL à charge de la Région Wallonne pour 36.747.089 €.

L'endettement financier d'IGRETEC a diminué de 2,53 millions d'euros par rapport à 2019. L'endettement net a lui augmenté d'un montant de 618.902 €.

	2020	2019	Variation	Variation en %
Dettes financières	128.100.924 €	130.629.906 €	-2.528.982 €	-1,94 %
<i>Long terme</i>	80.903.276 €	87.964.206 €	-7.060.930 €	-8,03 %
<i>Court terme</i>	47.197.647 €	42.665.700 €	4.531.947 €	10,62 %
Placements de trésorerie + disponible	12.089.690 €	15.237.574 €	-3.147.884 €	-20,66 %
Endettement Net	116.011.234 €	115.392.332 €	618.902 €	0,54 %

Au 31 décembre 2020, les dettes financières à long terme sont composées d'emprunts contractés auprès d'institutions financières pour un montant de 1.902.300 € en Secteur 1 et de 79.000.976 € en Secteur 2.

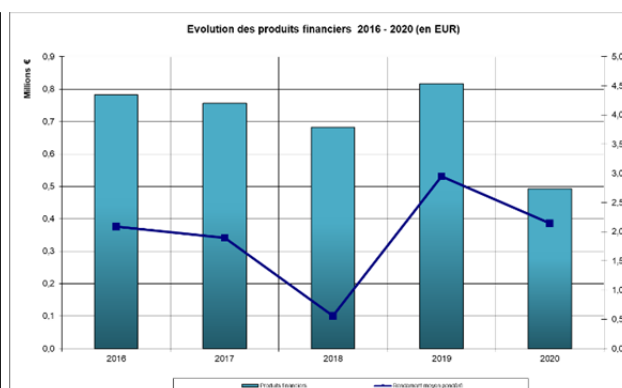
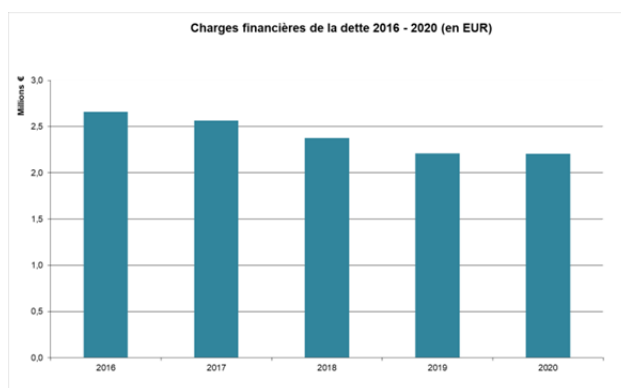
Les dettes financières à court terme sont constituées des émissions de billets de trésorerie pour le Secteur 2 pour 41.000.000 € et de dettes à plus d'un an échéant dans l'année pour un montant de 6.197.647 €.

Les dettes financières de l'intercommunale, dont 67,53 % portent un taux d'intérêt fixe (71,31 % fin 2019), ont un coût moyen pondéré de 1,50 % contre 1,58 % au 31 décembre 2019.

L'intercommunale utilise également des instruments de couverture (taux forward sur taux d'intérêt, etc.) pour réduire son exposition aux risques de taux et optimiser la structure taux fixe/taux variable de ses dettes.

La trésorerie de l'intercommunale est gérée de manière centralisée par le trésorier de l'intercommunale conformément aux objectifs et principes définis par la direction. La politique de l'intercommunale consiste à préserver ses avoirs financiers et à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier.

Nous affichons un rendement moyen de nos avoirs de 2,15 % contre 2,95 % en 2019.



RATIOS BANQUE NATIONALE

CHIFFRES CLES		2020	2019	2018	2017	2016
A. Total de l'actif	(10 ^{^3} €)	513.421	524.732	535.662	562.722	575.057
B. Chiffre d'affaires	(10 ^{^3} €)	42.175	45.418	39.165	40.031	40.149
C. Chiffre d'affaires par travailleur	(10 ^{^3} €)	140	158	136	140	142
D. Rémunérations	(10 ^{^3} €)	24.159	23.014	22.315	22.197	21.648
E. Bénéfice net	(10 ^{^3} €)	13.028	16.834	12.699	10.743	10.018
F. Nombre moyen de travailleurs		301,5	286,5	287,1	286,5	285,0

RATIOS		2020	2019	2018	2017	2016
A. CONDITIONS D'EXPLOITATION						
Marge brute	(%)	24,71	29,5	20,98	33,97	30,69
Marge nette	(%)	8,93	14,42	10,54	10,26	14,21
Cash-flow opérationnel	(10 ^{^3} €)	10.832	9.904	37.167	19.304	2.915
Valeur ajoutée	(10 ^{^3} €)	34.212	31.312	32.325	38.972	33.647
Frais de personnel / Valeur ajoutée	(%)	68,1	69,9	65,7	54,31	61,89
Quote-part des amortissements, dévaluations et provisions dans la valeur ajoutée	(%)	31,8	20,7	27,1	42,1	33,7
Importance des charges financières en comparaison de la valeur ajoutée	(%)	20,8	24,1	24,7	21,1	25,4
B. STRUCTURE FINANCIERE						
Liquidité générale ("Current ratio")	(%)	1,08	1,12	1,17	1,48	1,95
Liquidité réduite ("Acid test ratio")	(%)	0,46	0,56	0,51	0,71	0,96
Nombre de jours de crédit clients		85,5	95,55	41,99	51,21	64,57
Nombre de jours de crédit fournisseurs		71,59	73,94	103,02	85,01	93,2
Rentabilité nette des capitaux propres	(%)	6,95	8,99	6,49	5,46	5,01
Degré d'indépendance financière	(%)	36,4	35,7	36,5	34,9	34,8
Fonds de roulement net	(10 ^{^3} €)	6.954	10.831	14.312	33.406	54.400
- Besoins en fonds de roulement net	(10 ^{^3} €)	35.864	31.593	25.767	28.566	35.286
= Trésorerie nette	(10 ^{^3} €)	- 28.910	- 20.762	- 11.455	4.840	19.114

CHIFFRES CLÉS - ANALYSE SUR 5 ANS

(Chiffres 10^{^3}€)

Secteur 1	2020	2019	2018	2017	2016
Total bilan	166.601	174.627	173.048	178.274	185.563
Immobilisations corporelles	102.614	109.527	116.227	119.976	126.195
Capitaux popes	34.897	34.081	32.745	32.724	32.417
Ventes & prestations	50.739	50.015	49.658	46.903	46.910
Chiffre d'affaires	48.194	47.336	45.273	45.567	43.687
Coût des ventes & prestations	45.554	44.957	43.763	40.864	40.449
Rémunérations	24.159	23.014	22.315	22.197	21.648
Résultat d'exploitation(+/-)	5.174	5.057	5.895	6.039	6.461
Résultat de l'exercice(+/-)	980	1.135	947	960	1.495

Secteur 2	2020	2019	2018	2017	2016
Total bilan	230.182	232.753	236.977	231.307	225.770
Immobilisations corporelles	111.429	114.172	132.769	126.415	119.841
Capitaux popes	30.640	33.623	36.917	39.581	42.767
Ventes & prestations	19.517	22.630	18.026	17.109	20.009
Chiffre d'affaires	1.376	2.011	945	1.854	1.494
Coût des ventes & prestations	19.906	20.167	19.683	18.329	20.792
Résultat d'exploitation(+/-)	-389	2.463	-1.657	-1.219	-782
Résultat de l'exercice(+/-)	-2.109	1.525	-2.536	-2.359	-1.583

Secteur 3	2020	2019	2018	2017	2016
Total bilan	134.443	135.208	130.087	128.166	128.652
Immobilisations financières	127.178	126.278	124.278	124.278	124.278
Capitaux popes	127.155	125.606	125.889	124.279	124.812
Ventes & prestations	1.608	1.817	2.360	987	817
Chiffre d'affaires	24	4.115	14	353	1.765
Coût des ventes & prestations	1.867	2.012	2.523	1.170	998
Résultat d'exploitation(+/-)	-259	-194	-164	-183	-181
Résultat de l'exercice(+/-)	14.157	14.174	14.288	12.137	10.099

Secteur 4	2020	2019	2018	2017	2016
Total bilan	381	964	1.817	30.388	38.315
Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
Capitaux popes	138	138	138	138	134
Ventes & prestations	-1.373	-6.062	-3.224	6.314	1.676
Chiffre d'affaires	247	657	946	508	791
Coût des ventes & prestations	1.374	-6.062	-3.224	6.314	1.676
Résultat d'exploitation(+/-)	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice(+/-)	0	0	0	4	7

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS REGROUPÉS

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement (annexe 6.1)	20	0	0
ACTIFS IMMOBILISÉS	21/28	372.435.872	379.791.606
II. Immobilisations incorporelles (annexe 6.2)	21	188.000	178.626
III. Immobilisations corporelles (annexe 6.3)	22/27	214.043.530	223.698.846
A. Terrains et constructions	22	20.341.647	20.983.303
B. Installations, machines et outillage	23	5.733.803	6.383.042
C. Mobilier et matériel roulant	24	567.130	457.552
D. Location-financement et droits similaires	25	91.084.390	97.140.006
E. Autres immobilisations corporelles	26	94.373.847	97.238.377
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	1.942.713	1.496.566
IV. Immobilisations financières (annexes 6.4 et 6.5.1)	28	158.204.342	155.914.134
A. Entreprises liées (annexe 6.15)	280/1	12.253.120	12.253.120
1. Participations	280	12.253.120	12.253.120
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (annexe 6.15)	282/3	128.630.081	127.520.404
1. Participations	282	128.630.081	127.520.404
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	17.321.141	16.140.610
1. Actions et parts	284	17.311.254	16.130.723
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	9.887	9.887
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	140.985.285	144.940.407
V. Créances à plus d'un an	29	42.505.710	45.271.268
A. Créances commerciales	290	1.678.408	2.828.994
B. Autres créances	291	40.827.302	42.442.274
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	51.198.880	49.270.152
A. Stocks	30/36	45.945.122	45.609.005
1. Approvisionnements	30/31	38.587	35.171
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	45.906.535	45.573.834
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	5.253.758	3.661.147
VII. Créances à un an au plus	40/41	28.515.160	29.915.673
A. Créances commerciales	40	15.414.997	18.434.997
B. Autres créances	41	13.100.163	11.480.676
VIII. Placements de trésorerie (annexes 6.5.1 et 6.6)	50/53	2.273.635	4.974.049
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	2.273.635	4.974.049
IX. Valeurs disponibles	54/58	9.816.055	10.263.525
X. Comptes de régularisation (annexe 6.6)	490/1	6.675.845	5.245.740
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	513.421.157	524.732.013

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	187.015.239	187.350.975
I. Apport (annexe 6.7)	10/11	133.880.613	132.544.104
Disponible	110	133.830.182	
Indisponible	111	50.431	132.544.104
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	25.069.989	27.178.815
A. Réserves indisponibles	130/1	721.234	721.234
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	721.234	
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
C. Réserves immunisées	132		
D. Réserves disponibles	133	24.348.755	26.457.581
IV. Bénéfice reporté	140	1.642.106	
Perte reportée (-)	141		
V. Subsides en capital	15	26.422.531	27.628.056
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	25.747.859	27.145.977
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	19.932.974	21.048.572
1. Pensions et obligations similaires	160	18.611.985	19.475.366
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	1.320.989	1.573.206
B. Impôts différés	168	5.814.885	6.097.405
DETTES	17/49	300.658.059	310.235.061
VII. Dettes à plus d'un an (annexe 6.9)	17	209.132.410	221.396.303
A. Dettes financières	170/4	199.081.094	213.082.784
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	84.613.931	91.263.216
4. Etablissements de crédit	173	3.835.534	3.453.457
5. Autres emprunts	174	110.631.629	118.366.111
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	10.051.316	8.313.519
VIII. Dettes à un an au plus (annexe 6.9)	42/48	88.774.050	80.865.804
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	16.190.963	16.258.392
B. Dettes financières	43	41.000.000	36.000.000
1. Etablissements de crédit	430/8	41.000.000	36.000.000
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	5.499.068	5.564.274
1. Fournisseurs	440/4	5.499.068	5.564.274
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	8.969.322	3.565.991
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	5.315.716	4.829.870
1. Impôts	450/3	2.403.967	2.283.448
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	2.911.749	2.546.422
F. Autres dettes	47/48	11.798.981	14.647.277
IX. Comptes de régularisation (annexe 6.9)	492/3	2.751.599	7.972.954
TOTAL DU PASSIF	10/49	513.421.157	524.732.013

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	60.902.939	57.330.744
A. Chiffre d'affaires (annexe 6.10)	70	42.175.307	45.418.167
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	556.962	(11.299.429)
C. Production immobilisée	72	236.905	821.704
D. Autres produits d'exploitation (annexe 6.10)	74	17.762.194	19.372.823
E. Produits d'exploitation non récurrents (annexe 6.12)	76A	171.571	3.017.479
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	57.332.692	50.005.038
A. Approvisionnements et marchandises	60	4.798.479	2.746.282
1. Achats	600/8	4.801.895	2.722.455
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609	(3.416)	23.827
B. Services et biens divers	61	16.998.879	18.449.593
C. Rémunérations, charges sociales et pensions (annexe 6.10)	62	24.159.271	23.013.562
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	12.481.360	12.536.900
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -) (annexe 6.10)	631/4	(1.334.180)	(6.329.098)
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -) (annexe 6.10)	635/8	(1.115.598)	(835.593)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	217.363	401.009
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes (annexe 6.12)	66A	1.127.118	22.383
III. Bénéfice d'exploitation (+) Perte d'exploitation (-)	70/66A 66A/70	3.570.247	7.325.706
IV. Produits financiers	75/76B	16.311.762	16.561.588
A. Produits financiers récurrents	75	16.233.295	16.553.653
1. Produits des immobilisations financières	750	14.397.483	14.414.672
2. Produits des actifs circulants	751	421.096	790.160
3. Autres produits financiers (annexe 6.11)	752/9	1.414.716	1.348.821
B. Produits financiers non récurrents (annexe 6.12)	76B	78.467	7.935
V. Charges financières (annexe 6.11)	65/66B	7.182.189	7.442.389
A. Charges financières récurrentes	65	7.113.150	7.387.509
1. Charges des dettes	650	7.106.343	7.558.986
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		(318.589)
3. Autres charges financières (annexe 6.11)	652/9	6.807	147.112
B. Charges financières non récurrentes (annexe 6.12)	66B	69.039	54.880
VI. Bénéfice courant avant impôts (+) Perte courante avant impôts (-)	70/66B 66B/70	12.699.820	16.444.905
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+) B. Transfert aux impôts différés (-)	780 680	328.532	389.107
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+) Perte de l'exercice (-)	70/67 67/70	13.028.352	16.834.012
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+) Transfert aux réserves immunisées (-)	789 689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+) Perte de l'exercice à affecter (-)	(70/68) (68/70)	13.028.352	16.834.012

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	13.028.352	16.834.012
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	13.028.352	16.834.012
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	2.108.826	
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792	2.108.826	
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		(3.389.664)
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		3.389.664
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	1.642.106	
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(13.495.072)	(13.444.348)
1. Rémunération de l'apport	694	12.673.866	12.673.866
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696	821.206	770.482
4. Autres allocataires	697		

Villes et Communes
AISEAU-PRESLES
CHARLEROI
CHATELET
COURCELLES
ERQUELINNES
FARCIENNES
FLEURUS
FONTAINE-L'EVEQUE
GERPINNES
HAM-SUR-HEURE / NALINNES
LOBBES
MERBES-LE-CHATEAU
MONTIGNY-LE-TILLEUL
PONT-A-CELLES
THUIN
TOTAUX

Dividendes 2020
201.248
7.638.376
1.351.158
781.623
241.414
203.955
386.722
448.487
51.594
345.926
68.986
66.178
215.555
423.669
248.974
12.673.866

Dividendes 2019
201.248
7.638.376
1.351.158
781.623
241.414
203.955
386.722
448.487
51.594
345.926
68.986
66.178
215.555
423.669
248.974
12.673.866

ANNEXES

6.2. ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (rubrique 21 de l'actif)	Frais de recherche et de développement	Concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques et droits similaires
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent		3.243.696
Mutations de l'exercice		
Acquisitions, y compris la production immobilisée		74.807
Cessions et désaffectations		2.229.086
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		1.089.417
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent		3.065.070
Mutations de l'exercice		
Actés		65.433
Repris		
Acquis de tiers		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		2.229.086
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		901.417
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		188.000

6.3. ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains et constructions (C.6.3.1)	Installations, machines et outillage (C.6.3.2)	Mobilier et matériel roulant (C.6.3.3)
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	27.132.134	20.662.710	17.224.808
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	62.398	5.445	329.828
Cessions et désaffectations		378.966	7.930.439
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	27.194.532	20.289.189	9.624.197
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	6.148.831	14.279.668	16.767.255
Mutations de l'exercice			
Actés	704.054	642.936	220.251
Repris			
Acquis de tiers			
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		367.218	7.930.439
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	6.852.885	14.555.386	9.057.067
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	20.341.647	5.733.803	567.130

	Location- financement et droits similaires (C.6.3.4)	Autres immobilisations corporelles (C.6.3.5)	Immobilisations en cours et acomptes versés (C.6.3.6)
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	158.003.239	161.320.674	1.496.566
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	169.703	2.565.962	766.138
Cessions et désaffectations	747.253	2.424.379	
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)		319.991	-319.991
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	157.425.689	161.782.248	1.942.713
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	60.863.233	64.082.297	
Mutations de l'exercice			
Actés	6.225.320	5.750.483	
Repris			
Acquis de tiers			
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	747.254	2.424.379	
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	66.341.299	67.408.401	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	91.084.390	94.373.847	1.942.713
DONT			
Terrains et constructions	90.841.478		
Installations, machine et outillage			
Mobilier et matériel roulant	242.912		

6.4. ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Entreprises liées (C.6.4.1)	Entreprises avec un lien de participation (C.6.4.2)	Autres entreprises (C.6.4.3)
PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	12.314.620	129.525.367	32.338.916
Mutations de l'exercice			
Acquisitions		1.041.304	1.530.422
Cessions et retraits		3.720	
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	12.314.620	130.562.951	33.869.338
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	0	350.241	38.730
Mutations de l'exercice			
Actées		4.716	7.870
Reprises		74.329	4.138
Acquises de tiers			
Annulées à la suite de cessions et retraits			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	0		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	0	280.628	42.462
Montants non appelés au terme de l'exercice précédent	0	1.654.722	16.169.463
Mutations de l'exercice (+)/(-)	61.500	-2.480	346.159
Montants non appelés au terme de l'exercice	61.500	1.652.242	16.515.622
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	12.253.120	128.630.081	17.311.254
CREANCES			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent			9.887
Mutations de l'exercice			
Additions			
Remboursements			
Réductions de valeur actées			
Réductions de valeur reprises			
Différences de change (+)/(-)			
Autres (+)/(-)			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice			9.887
Réductions de valeur cumulées sur créances au terme de l'exercice			

6.5. PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DENOMINATION	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%				
FONDS DE CAPITAUX D'AMORCAGE SA Bld de l'Yser 17, boîte 1 6000 Charleroi Belgique 451.292.894 Nominatives	40.700	48,80	0	31/12/2019	EUR	1.767.944	15.469
CHARLEROI ENTREPRENDRE SC Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 427.178.892 Nominatives	23.279	30,99	0	31/12/2019	EUR	577.146	-4.016
PORT AUTONOME DE CHARLEROI SNC Rue de Marcinelle 1 6000 Charleroi Belgique 208.201.095 Nominatives	70.000	46,67	0	31/12/2019	EUR	72.537.075	262.476
CAROLIDAIRE SCRL Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 464.424.815 Nominatives	10.000	26,39	0	31/12/2019	EUR	768.267	-12.309
WALLONIE DEVELOPEMENT SCRL Rue du Vertbois 13c 4000 Liège 1 Belgique 874.449.060 Nominatives	5	12,50	0	31/12/2019	EUR	20.648	1.978
I.P.F.H SCRL Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.645.281 Nominatives	4.973.105	41,11	0	31/12/2019	EUR	903.448.946	168.187.754
L.R.V.S SCRL Rue du Déversoir 1 6010 Couillet Belgique 500.518.218 Nominatives	42	33,33	0	31/12/2019	EUR	367.902	36.481
CHARLEROI BRUSSEL SOUTH BIOPARK DEV SA Rue Auguste Piccard 48 6041 Gosselies Belgique 479.250.670 Nominatives	875	19,44	0	31/12/2019	EUR	588.104	48.536

DENOMINATION	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%				
SORESIC SA Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 686.758.119 Nominatives	3.162	51,00	0	31/12/2019	EUR	36.352.601	59.820
SODEVIMMO SA Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 730.685.261 Nominatives	122.215	70,97	0	31/12/2019	EUR	17.233.670	-29.234

6.5.2 LISTE DES ENTREPRISES DONT L'ENTREPRISE RÉPOND DE MANIÈRE ILLIMITÉE EN QUALITÉ D'ASSOCIÉ OU DE MEMBRE INDÉFINIMENT RESPONSABLE
DENOMINATION, Adresse complète du SIEGE, FORME JURIDIQUE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE
CITW GIE Quai Saint-Brice 35 7500 Tournai Belgique 809.311.976
CITW+ GIE Avenue Gouverneur Bovesse 74 5100 Jambes (Namur) Belgique 667.546.773
AM IGRETEC - Eureco SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC -BANETTON-GARINO - PEC SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - Atelier (AT) Home - G.ECO Architectes SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - IBH W2E CONSULTANTS SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - VK Engineering SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - PIRNAY - POLYTECH Engineering - At.a rch F. HENNE SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - At.Archi ARCHI VISION PROJECTS - At.Archi SL + Architectes SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - A&G Atelier d'architecture SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786

6.6. PLACEMENTS DE TRESORERIE ET COMPTES DE REGULARISATION DE L'ACTIF

PLACEMENTS DE TRESORERIE - AUTRES PLACEMENTS	Exercice	Exercice précédent
Actions et parts	0	0
Valeur comptable augmentée du montant non appelé		
Montant non appelé		
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	2.273.635	4.974.049
Avec une durée résiduelle ou de préavis		
- d'un mois au plus		
- de plus d'un mois à un an au plus	2.273.635	4.974.049
- de plus d'un an		
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant		0

COMPTES DE REGULARISATION	Exercice
Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important	
Charges à reporter	579.658
Produits acquis	68.870
Etudes en cours	6.027.317

6.7. ETAT DE L'APPORT ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT	Montants	Nombres d'actions
ETAT DE L'APPORT		
Apport		
Disponible au terme de l'exercice précédent	0	
Disponible au terme de l'exercice	133.830.182	
Indisponible au terme de l'exercice précédent	132.544.104	
Indisponible au terme de l'exercice	50.431	
Capitaux propres apportés par les actionnaires		
En espèces	26.487.710	
dont montant non libéré	15.191.577	
En nature	122.559.679	
dont montant non libéré		
Représentation du capital		
Modifications au cours de l'exercice		
CPAS Silly	6	
AC Marchin	6	
Samb'r'Aqua	6	
AC Oupeye	6	
AC Tubize	6	
Zone de Police Haut-Pays	6	
AC Hensies	620	
Logement Bruxellois	6	
AIGT	6	
retrait Palais des Beaux Arts	-6	
Actions nominatives		30.959.357

6.8. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES	Exercice
VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRESENTE UN MONTANT IMPORTANT	
Provisions à caractère social	119.479
Provisions pour litiges et actions en cours	1.201.510

6.9. ETAT DES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF			
VENTILATION DES DETTES A L'ORIGINE A PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DUREE RESIDUELLE	Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	Dettes ayant plus de 5 ans à courir
Dettes financières	16.190.963	59.528.715	139.552.379
Emprunts subordonnés			
Emprunts obligataires non subordonnés			
Dettes de location-financement et assimilées	6.810.113	25.756.603	58.857.328
Etablissements de crédit	317.050	3.201.434	634.100
Autres emprunts	9.063.800	30.570.678	80.060.951
Dettes commerciales			
Fournisseurs			
Effets à payer			
Acomptes reçus sur commandes			
Autres dettes			10.051.316
Total	16.190.963	59.528.715	149.603.695

DETTES GARANTIES	Dettes garanties par les pouvoirs publics belges	Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
Dettes financières	38.816.780	91.424.044
Emprunts subordonnés		
Emprunts obligataires non subordonnés		
Dettes de location-financement et assimilées		
Etablissements de crédit	1.933.234	91.424.044
Autres emprunts	36.883.546	
Dettes commerciales		
Fournisseurs		
Effets à payer		
Acomptes reçus sur commandes		
Autres dettes		
Total	38.816.780	91.424.044

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES	
Impôts (rubrique 450/3 du passif)	
Dettes fiscales échues	
Dettes fiscales non échues	2.403.967
Dettes fiscales estimées	
Rémunérations et charges sociales (rubrique 454/9 du passif)	
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	
Autres dettes salariales et sociales	2.911.749

COMPTES DE REGULARISATION	Exercice
Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important	
Charges à imputer	919.181
Etudes en cours (marges potentielles négatives)	233.940
Stock de terrains dans les parcs d'activités - charges à imputer	602.118
Produits à reporter	996.360

6.10. RESULTATS D'EXPLOITATION	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires net		
Ventilation par catégorie d'activité		
Sect 1 : Gestion de l'eau	28.724.964	29.022.531
Sect 1 : Bureau d'études	12.208.217	10.094.558
Sect 2 : Vente de terrains dans les parcs d'activités économiques	971.237	1.703.461
Sect 3 : Projets d'amélioration en efficacité énergétique	23.659	4.115.318
Sect 4 : Ventes d'immeubles	247.500	442.344
Sect 4 : Indemnité de gestion		186.715
Ventilation par marché géographique (Belgique)	42.175.307	45.378.213
Autres produits d'exploitation		
Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics	4.893.397	4.823.213
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Travailleurs inscrits au registre du personnel		
Nombre total à la date de clôture	292	290
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	301,5	286,5
Nombre d'heures effectivement prestées	446.166	419.607
Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	17.873.074	16.571.143
Cotisations patronales d'assurances sociales	5.389.657	5.388.774
Primes patronales pour assurances extralégales	575.014	550.705
Autres frais de personnel	321.526	502.940
Pensions de retraite et de survie		
Provisions pour pensions et obligations similaires		
Dotations (utilisations et reprises)	-863.381	-1.123.135
Réductions de valeur		
Sur stocks et commandes en cours		
Actées		
Reprises	1.378.213	6.467.477
Sur créances commerciales		
Actées	75.602	162.277
Reprises	31.569	23.898
Provisions pour risques et charges		
Constitutions	-853.471	440.688
Utilisations et reprises	262.127	1.276.281
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	120.366	168.925
Autres	96.997	232.084
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise		
Nombre total à la date de clôture	2	10
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	3,1	7,4
Nombre d'heures effectivement prestées	6.056	14.443
Frais pour l'entreprise	215.155	517.430

6.11. RESULTATS FINANCIERS	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS RECURRENTS		
Autres produits financiers		
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats		
Subsides en capital	1.343.551	1.322.025
Subsides en intérêts		
Ventilation des autres produits financiers		
Reprise (moins-value) / portefeuille de gestion		
Produits financiers divers et intérêts perçus	71.165	26.795
CHARGES FINANCIERES RECURRENTES		
Amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement		
Intérêts portés à l'actif		
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Actées		
Reprises		318.588
Autres charges financières		
Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances		
Provisions à caractère financier		
Constituées		
Utilisées et reprises		
Ventilation des autres charges financières		
Charges financières diverses	6.807	26.717
Moins-value sur actifs circulants		120.395

6.12. PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RECURRENTS	250.038	3.025.414
Produits d'exploitation non récurrents	171.571	3.017.479
Reprises d'amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles corporelles	9.888	3.017.479
Autres produits d'exploitation non récurrents	161.683	
Produits financiers non récurrents	78.467	7.935
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	78.467	7.935
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières		
Autres produits financiers non récurrents		
CHARGES NON RECURRENTES	1.196.157	77.263
Charges d'exploitation non récurrentes	1.127.118	22.383
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	1.127.118	
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels dotations (utilisations)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles corporelles		22.383
Autres charges d'exploitation non récurrentes		
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration		
Charges financières non récurrentes	69.039	54.880
Réductions de valeur sur immobilisations financières	12.586	49.211
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels dotations (utilisations)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières		
Autres charges financières non récurrentes	56.453	5.669
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de de frais de restructuration		

6.13. IMPÔTS ET TAXES			
IMPÔTS SUR LE RESULTAT		Exercice	
Impôts sur le résultat de l'exercice			
Impôts et précomptes dus ou versés		1.290	
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif		-1.290	
Suppléments d'impôts estimés			
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs			
Suppléments d'impôts dus ou versés			
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés			
Principales sources de disparité entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé		Exercice	
Réserves (variation des provisions taxées à l'IPM)		-800.217	
Montant des DNA estimées		542.451	
Montant des RDT utilisés		-11.789.536	
Provisions imposables		302.003	
Subsides en capital (déductibles)		-357.960	
Variation des réductions de valeur et plus value non déductibles		-85.832	
Participation bénéficiaire (assimilée rémunération)		-821.207	
Sources de latences fiscales		Exercice	
Réserves (provisions taxées à l'IPM avant assujettissement à l'ISOC en 2015)		19.202.014	
Montant des RDT sur l'exercice (14.394.647€) - montant non déduit 2020		11.748.130	
TAXES SUR LA VALEUR AJOUTEE ET IMPOTS A CHARGE DE TIERS		Exercice	Exercice précédent
Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte			
A l'entreprise (déductibles)		6.312.243	6.294.926
Par l'entreprise		10.941.765	10.453.202
Montants retenus à charge de tiers, au titre de			
Précompte professionnel		4.572.236	4.352.960
Précompte mobilier			

6.14. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN		Exercice
GARANTIES REELLES		
Garantie réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés		
Montant de l'inscription		
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription		
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptables des actifs gagés		90.841.478
Sûretés constituées sur actifs futurs - ontant des actifs en cause		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS		
SPGE / Leasing lot 2 - option d'achat 5 % (2021)		292.195
SPGE / Leasing lot 3 - option d'achat 5 % (2023)		259.464
SPGE / Leasing lot 2 - option d'achat 5 % (2021)		350.565
SPGE / Leasing lot 4 - option d'achat 5 % (2029)		2.267.967
SPGE / Leasing lot 5 - option d'achat 5 % (2030)		260.868
SPGE / Leasing lot 6 - option d'achat 5 % (2030)		158.967
SPGE / Leasing lot 8 - option d'achat 5 % (2030)		2.143.158
SPGE / Leasing lot 10 - option d'achat 5 % (2034)		1.187.257
SPGE / Leasing lot 11 - option d'achat 5 % (2035)		472.990
SPGE / Leasing lot 14 - option d'achat 5 % (2039)		297.202
SPGE / Leasing lot 17 - option d'achat 5 % (2042)		162.230
CONSEQUENCES FINANCIERES DES OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN		
Un SWAP de taux pour la couverture d'un emprunt initial de 6.341.000 euros		2.219.350

6.15. RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION				
	Entreprises liées		Entreprises avec un lien de participation	
	Exercice	Exercice précédent	Exercice	Exercice précédent
Immobilisations financières	12.253.120	12.253.120	128.630.081	127.520.404
Participations	12.253.120	12.253.120	128.630.081	127.520.404
Créances subordonnées				
Autres créances				
Créances	484.402	192.496	69.951	113.494
A plus d'un an				
A un an au plus	484.402	192.496	69.951	113.494
Placements de trésorerie				
Actions				
Créances				
Dettes	0	0	5.743	22.982
A plus d'un an				
A un an au plus			5.743	22.982

6.16. RELATIONS FINANCIERES AVEC	Exercice
LES ADMINISTRATEURS ET GERANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTROLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ETRE LIEES A CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTROLEES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES	
Créances sur les personnes précitées	
Conditions principales des créances	
Garanties constituées en leur faveur	
Autres engagements financiers significatifs souscrits en leur faveur	
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable	
Aux administrateurs et gérants	90.142
Aux anciens administrateurs et anciens gérants	
LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)	
Emoluments du (des) commissaire(s)	36.000
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)	
Autres missions d'attestation	5.400
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)	
Autres missions d'attestation	
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	

6.17. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR							
Catégorie d'instruments financiers dérivés	Risque couvert	spéculation / couverture	Volume	Exercice		Exercice précédent	
				Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
ING-SWAP sur couverture de taux	Couverture de taux d'emprunt nominal de 6.341.000 €	Couverture	2.219.350	0	425.184	0	546.671

BILAN SOCIAL

ETAT DES PERSONNES OCCUPEES	1. Temps plein <i>(exercice)</i>	2. Temps partiel <i>(exercice)</i>	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) <i>(exercice)</i>	3P. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) <i>(exercice précédent)</i>
TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL				
Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	276,2	35,2	301,5	286,5
Nombre effectif d'heures prestées	411.016	35.150	446.166	419.607
Frais de personnel	22.274.284	1.884.987	24.159.271	23.013.562

	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	292	29	312,9
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	277	28	297,4
Contrat à durée déterminée	15	1	15,5
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini			
Contrat de remplacement			
Par sexe			
Hommes	197	11	204,9
Femmes	95	18	108
Par catégorie professionnelle			
Personnel de direction	16		16,0
Employés	224	29	244,9
Ouvriers	52	0	52
Autres			

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
ENTREES			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	52	3	53,7
SORTIES			
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	19	4	22

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE	Hommes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernés	98	54
Nombre d'heures de formation suivies	1.797	871
Coût net pour l'entreprise	42.966	22.651

RÈGLES D'ÉVALUATION

INTRODUCTION

Les règles d'évaluation sont établies conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des Sociétés remplacé par l'arrêté royal d'exécution du Code des Sociétés et des Associations.

1. Frais d'établissement

Les frais d'établissement et de constitution sont pris en charge sur l'exercice.

2. Immobilisations incorporelles

Les acquisitions sont portées à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'amortissements dont la règle est la suivante :

<u>Rubrique</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Logiciels	3 ans

3. Immobilisations corporelles

Elles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des règles d'amortissements suivantes :

<u>Rubrique</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Terrains	néant
Bâtiments (travaux, honoraires)	33 ans
Entretien bâtiments (gros travaux de rénovation)	20 ans
Entretien bâtiments (travaux de rénovation)	15 ans
Entretien bâtiments (petits travaux de rénovation)	10 ans
Gros mobilier de bureau	10 ans
Petit mobilier de bureau	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Remarques :

- En ce qui concerne les bâtiments, le transfert de la rubrique « Immobilisations en cours » aux diverses rubriques « Immobilisations corporelles » est effectué au moment de la réception provisoire. Les amortissements sont calculés prorata temporis, à partir du mois de cette réception provisoire.
- En ce qui concerne les bâtiments et ouvrages d'assainissement faisant l'objet d'un contrat de leasing, ils sont amortis au même rythme que le plan de remboursement en capital repris audit contrat (amortissement financier).
- Les plus-values de réévaluation sur les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement débutant au 1^{er} janvier de l'exercice qui suit la comptabilisation au passif du bilan.

4. Immobilisations financières

A. Entreprises liées

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

La valeur de la participation est revue chaque année en tenant compte de la valeur de l'actif net au 31 décembre de l'année précédente.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

C. Autres immobilisations financières

Les actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

5. Stocks et commandes en cours d'exécution

Ils sont constitués de la valeur en prix de revient ou de la valeur de marché si le prix de revient lui est supérieur.

A. Terrains

Les ventes de terrains sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel le compromis de vente a été signé.

B. Immeubles (repris dans la zone d'exposition au bruit de l'aéroport de Charleroi)

Les immeubles acquis dans ladite zone sont comptabilisés à la date de signature de l'acte de vente et non au moment du compromis de vente, au vu de la spécificité de ce secteur. Ce principe de comptabilisation a été maintenu jusqu'à la fin de la convention au 31 décembre de l'exercice 2019. Les opérations de ventes postérieures à la fin de la convention seront comptabilisées quant à elles à la date du compromis de vente.

De plus, la valeur du stock d'immeubles est ajustée systématiquement à une valeur minimum estimée de revente, fixée de commun accord avec la SOWAER.

Des réductions de valeur seront portées en compte dès lors que des immeubles seront démolis ou à démolir.

C. Terrains et infrastructures sur nos parcs d'activités économiques

Ils sont constitués de la valeur en prix de revient ou de la valeur de marché si le prix de revient lui est supérieur. Les subsides afférents aux infrastructures et aux acquisitions sont portés à l'actif en déduction des coûts d'acquisitions et des travaux relatifs à ces infrastructures et terrains. Pour les nouveaux parcs d'activités, le montant des études et des prestations préalables au développement du parc est porté à l'actif.

En fin d'exercice, les stocks sont valorisés sur base de leur coût complet en prenant en compte l'ensemble des charges directes associées ainsi que la valorisation des prestations y afférentes qui, elles, sont calculées sur base d'un taux horaire complet.

Les stocks sont ajustés et font l'objet d'écritures aux comptes de régularisation sur base de l'estimation des travaux restant à réaliser.

Les réductions de valeur éventuelles seront portées en compte de résultat s'il appert que l'estimation du prix de revient final devenait supérieure à la valeur de marché.

Les nouveaux parcs d'activités pour lesquels les estimations de prix de revient peuvent être sujettes à une révision importante ou pour lesquels l'état d'avancement du projet n'est pas suffisamment abouti feront l'objet d'une information dans le rapport de gestion sur les réductions de valeurs probables, sans pour autant être reprises systématiquement au niveau du compte de résultat. Une évaluation du risque sera opérée chaque année.

6. Créances à plus d'un an et créances à un an au plus

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une réduction de valeur appropriée est opérée sur toutes les créances qui présentent une moins-value durable à la clôture de l'exercice.

7. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les titres de placement sont portés à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus.

A la clôture de l'exercice, ils font l'objet de réductions de valeur, si la valeur estimée est inférieure à la valeur comptable.

8. Provisions pour risques et charges

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examine les provisions à constituer pour couvrir les risques, charges et pertes prévisibles, nés au cours de l'exercice et des exercices antérieurs.

Les provisions constituées lors des exercices antérieurs sont régulièrement revues. Les excédents éventuels, devenus sans objet, sont transférés au résultat.

Toute provision constituée dans le cadre d'un dossier spécifique sera systématiquement transférée au résultat après 10 ans pour autant qu'aucun élément nouveau ou majeur ne soit apparu dans le dossier.

La provision relative aux cotisations de responsabilisation ONSSAPL a été constituée en 2011 sur base d'un calcul d'actualisation des pensions futures du personnel statutaire avec les hypothèses suivantes :

- Période : 2012-2050 ;
- Décès : 85 ans pour les hommes et 90 ans pour les femmes. Idem pour les ayants droit ;
- Départ à la retraite : dès que légalement possible (combinaison âge minimum et /ou carrière minimum) ;
- Taux d'indexation annuel : 2 % l'an ;

Depuis 2016, la provision n'est plus actualisée et est mouvementée sur base des montants pris en charge sur l'exercice en fonction des factures reçues de l'ONSSAPL.

9. Dettes à plus d'un an

Dans le cadre des investissements d'amélioration en efficacité énergétique réalisés pour les villes et communes associées du Secteur 3, le montant des restitutions en capital est comptabilisé en « autres dettes long terme ». Ces restitutions ne font pas l'objet de mouvement financier et doivent, à terme, être recapitalisées conformément aux avenants qui découlent des conventions-cadres.

10. Subsidés en capital

Les subsidés en capital obtenus sont comptabilisés à leur valeur nominale. Ils sont pris au compte de résultats au même rythme que les amortissements pratiqués pour les investissements correspondants.

11. Comptes de régularisation

Projets Bureau d'études

En fin d'exercice, les études sont valorisées sur base de leur coût complet en prenant en compte l'ensemble des charges directes associées à chaque projet ainsi que la valorisation des prestations y afférentes qui, elles, sont calculées sur base d'un taux horaire complet moyen. Sur cette base, la marge estimée par projet est calculée au prorata de l'avancement et les comptes de régularisation reprennent donc la différence entre la marge ainsi estimée par projet et la marge déjà facturée à la clôture de l'exercice.

En fin d'exercice, les études sont donc ajustées globalement comme expliqué ci-dessus et font l'objet d'écritures aux comptes de régularisation comme suit :

- soit à l'actif du bilan, en produits acquis, pour les projets présentant une marge potentielle positive ;
- soit au passif du bilan, en charges à imputer, pour les projets présentant une marge potentielle négative, à concurrence du montant intégral de la perte présumée.

AUTRES INFORMATIONS

Regroupement intersectoriel

Les opérations de consolidation suivantes sont effectuées :

- reclassement de produits intersectoriels, concernant des immobilisations en cours, de la rubrique chiffre d'affaires vers la rubrique production immobilisée ;
- compensation des produits et des charges d'exploitation afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des produits et des charges financières afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des créances et des dettes réciproques aux quatre secteurs ;
- reclassement des immobilisations financières en fonction des participations globalement détenues par l'intercommunale.

BILAN & COMPTE DE RÉSULTATS PAR SECTEUR

SECTEUR 1

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISÉS	21/28	112.525.357	118.236.589
II. Immobilisations incorporelles	21	187.999	178.626
III. Immobilisations corporelles	22/27	102.614.501	109.526.697
A. Terrains et constructions	22	143.660	143.660
B. Installations, machines et outillage	23	5.653.327	6.282.675
C. Mobilier et matériel roulant	24	370.378	288.807
D. Location-financement et droits similaires	25	91.084.390	97.140.006
E. Autres immobilisations corporelles	26	5.362.746	5.671.549
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28	9.722.857	8.531.266
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	9.722.857	8.531.266
1. Actions et parts	284	9.713.067	8.521.476
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	9.790	9.790
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	54.076.121	56.390.032
V. Créances à plus d'un an	29	7.200.536	8.849.350
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291	7.200.536	8.849.350
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	1.366.998	1.346.682
A. Stocks	30/36	38.587	35.172
1. Approvisionnements	30/31	38.587	35.172
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	1.328.411	1.311.510
VII. Créances à un an au plus	40/41	31.138.663	33.292.559
A. Créances commerciales	40	14.425.764	17.251.056
B. Autres créances	41	16.712.899	16.041.503
VIII. Placements de trésorerie	50/53	1.824.776	1.668.814
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	1.824.776	1.668.814
IX. Valeurs disponibles	54/58	6.007.160	6.120.955
X. Comptes de régularisation	490/1	6.537.988	5.111.672
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	166.601.478	174.626.621

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	34.896.617	34.080.537
I. Apport	10/11	10.786.444	9.515.448
Disponible	110	10.761.644	
Indisponible	111	24.800	9.515.448
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	18.099.796	18.099.796
A. Réserves indisponibles	130/1	42.776	42.776
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	42.776	42.776
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	18.057.020	18.057.020
IV. Bénéfice reporté	140	158.953	
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15	5.851.424	6.465.293
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	15.230.227	15.888.125
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	15.230.227	15.888.125
1. Pensions et obligations similaires	160	14.078.762	14.747.019
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	1.151.465	1.141.106
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	116.474.634	124.657.959
VII. Dettes à plus d'un an	17	86.516.232	93.482.567
A. Dettes financières	170/4	86.516.232	93.482.567
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	84.613.932	91.263.217
4. Etablissements de crédit	173	1.902.300	2.219.350
5. Autres emprunts	174		
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	28.990.940	24.018.011
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	7.127.163	6.846.110
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	2.997.716	3.532.838
1. Fournisseurs	440/4	2.997.716	3.532.838
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	7.066.091	1.632.731
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	5.199.551	4.681.981
1. Impôts	450/3	2.287.802	2.135.560
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	2.911.749	2.546.421
F. Autres dettes	47/48	6.600.419	7.324.351
IX. Comptes de régularisation	492/3	967.462	7.157.381
TOTAL DU PASSIF	10/49	166.601.478	174.626.621

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	50.738.717	50.014.719
A. Chiffre d'affaires	70	48.194.394	47.336.496
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	16.901	15.250
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	2.517.534	2.660.725
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A	9.888	2.248
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	45.554.258	44.957.321
A. Approvisionnements et marchandises	60	13.485	39.077
1. Achats	600/8	16.901	15.250
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609	(3.416)	23.827
B. Services et biens divers	61	12.799.382	13.311.357
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	24.159.271	23.013.562
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	7.391.453	7.215.605
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4		102.493
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8	(657.899)	(559.085)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	1.848.566	1.834.312
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A	5.184.459	5.057.398
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B	1.043.080	1.471.448
A. Produits financiers récurrents	75	1.043.080	1.471.448
1. Produits des immobilisations financières	750	3	6.782
2. Produits des actifs circulants	751	421.096	795.556
3. Autres produits financiers	752/9	621.981	669.110
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	5.247.379	5.394.074
A. Charges financières récurrentes	65	5.247.379	5.394.074
1. Charges des dettes	650	5.242.188	5.568.120
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		(318.589)
3. Autres charges financières	652/9	5.191	144.543
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B	980.160	1.134.772
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	980.160	1.134.772
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	980.160	1.134.772
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	980.160	1.134.772
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	980.160	1.134.772
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		(364.290)
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		364.290
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	158.953	
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(821.207)	(770.482)
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696	821.207	770.482
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 2

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28	132.732.890	135.277.391
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27	111.429.029	114.172.149
A. Terrains et constructions	22	20.197.987	20.839.643
B. Installations, machines et outillage	23	80.476	100.367
C. Mobilier et matériel roulant	24	196.751	168.746
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26	89.011.102	91.566.827
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	1.942.713	1.496.566
IV. Immobilisations financières	28	21.303.861	21.105.242
A. Entreprises liées	280/1	12.253.120	12.253.120
1. Participations	280	12.253.120	12.253.120
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	1.452.457	1.242.779
1. Participations	282	1.452.457	1.242.779
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	7.598.284	7.609.343
1. Actions et parts	284	7.598.187	7.609.247
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	97	96
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	97.449.236	97.475.326
V. Créances à plus d'un an	29	35.582.421	35.661.288
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291	35.582.421	35.661.288
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	45.906.535	45.243.834
A. Stocks	30/36	45.906.535	45.243.834
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	45.906.535	45.243.834
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41	12.803.874	11.600.607
A. Créances commerciales	40	1.818.275	2.049.255
B. Autres créances	41	10.985.599	9.551.352
VIII. Placements de trésorerie	50/53	448.858	1.160.879
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	448.858	1.160.879
IX. Valeurs disponibles	54/58	2.618.325	3.724.215
X. Comptes de régularisation	490/1	89.223	84.503
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	230.182.126	232.752.717

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	30.640.263	33.623.265
I. Apport	10/11	531.687	531.687
Disponible	110	506.056	
Indisponible	111	25.631	531.687
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	3.722.584	5.831.410
A. Réserves indisponibles	130/1	677.469	677.469
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	677.469	677.469
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	3.045.115	5.153.941
IV. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15	26.385.992	27.260.168
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	4.702.747	5.160.446
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	4.702.747	5.160.446
1. Pensions et obligations similaires	160	4.533.223	4.728.347
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	169.524	432.099
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	194.839.116	193.969.006
VII. Dettes à plus d'un an	17	120.898.208	127.913.736
A. Dettes financières	170/4	112.564.863	119.600.217
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173	1.933.234	1.234.106
5. Autres emprunts	174	110.631.629	118.366.111
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	8.333.345	8.313.519
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	72.105.042	65.260.901
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	9.063.800	9.412.282
B. Dettes financières	43	41.000.000	36.000.000
1. Etablissements de crédit	430/8	41.000.000	36.000.000
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	3.283.216	3.398.694
1. Fournisseurs	440/4	3.283.216	3.398.694
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	1.903.231	1.933.260
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	116.165	231.110
1. Impôts	450/3	116.165	231.110
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	16.738.630	14.285.555
IX. Comptes de régularisation	492/3	1.835.866	794.369
TOTAL DU PASSIF	10/49	230.182.126	232.752.717

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	19.678.510	22.629.605
A. Chiffre d'affaires	70	1.376.584	2.011.135
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	672.564	(1.117.092)
C. Production immobilisée	72	236.905	821.704
D. Autres produits d'exploitation	74	17.230.774	17.898.627
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A	161.683	3.015.231
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	21.033.398	20.167.072
A. Approvisionnements et marchandises	60	3.626.829	1.581.756
1. Achats	600/8	3.626.829	1.581.756
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	11.293.257	12.705.237
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	5.089.907	5.321.294
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	44.033	35.887
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8	(457.699)	(276.508)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	309.953	777.023
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A	1.127.118	22.383
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/64		2.462.533
Perte d'exploitation (-)	64/70	(1.354.888)	
IV. Produits financiers	75/76b	1.180.672	1.115.458
A. Produits financiers récurrents	75	1.102.205	1.107.523
1. Produits des immobilisations financières	750	2.834	13.066
2. Produits des actifs circulants	751	38.028	39.825
3. Autres produits financiers	752/9	1.061.343	1.054.632
B. Produits financiers non récurrents	76B	78.467	7.935
V. Charges financières	65/66B	1.934.610	2.052.820
A. Charges financières récurrentes	65	1.865.571	1.997.940
1. Charges des dettes	650	1.864.156	1.995.510
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	1.415	2.430
B. Charges financières non récurrentes	66B	69.039	54.880
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/65		1.525.171
Perte de l'exercice avant impôts (-)	65/70	(2.108.826)	
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
X. Impôts sur le résultat (-)/(+)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
XI. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67		1.525.171
Perte de l'exercice (-)	67/70	(2.108.826)	
XII. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)		1.525.171
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)	(2.108.826)	

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69		1.525.171
Perte à affecter (-)	69/70	(2.108.826)	
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68		1.525.171
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70	(2.108.826)	
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	2.108.826	
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792	2.108.826	
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		(1.525.171)
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		1.525.171
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7		
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 3

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28	127.177.625	126.277.625
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27		
A. Terrains et constructions	22		
B. Installations, machines et outillage	23		
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28	127.177.625	126.277.625
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	127.177.625	126.277.625
1. Participations	282	127.177.625	126.277.625
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	7.265.556	8.930.621
V. Créances à plus d'un an	29	1.678.408	2.828.994
A. Créances commerciales	290	1.678.408	2.828.994
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	3.925.347	2.349.637
A. Stocks	30/36		
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	3.925.347	2.349.637
VII. Créances à un an au plus	40/41	803.873	1.539.874
A. Créances commerciales	40	722.550	1.539.379
B. Autres créances	41	81.323	495
VIII. Placements de trésorerie	50/53	0	2.144.355
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53		2.144.355
IX. Valeurs disponibles	54/58	809.293	18.196
X. Comptes de régularisation	490/1	48.635	49.565
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	134.443.181	135.208.246

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	127.154.797	125.606.132
I. Apport	10/11	122.559.679	122.494.167
Disponible	110	122.559.679	
Indisponible	111		122.494.167
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	3.111.965	3.111.965
A. Réserves indisponibles	130/1		
1. Réserves statutairement indisponibles	1311		
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	3.111.965	3.111.965
IV. Bénéfice reporté	140	1.483.153	
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16		
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5		
1. Pensions et obligations similaires	160		
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5		
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	7.288.384	9.602.114
VII. Dettes à plus d'un an	17	3.673.626	2.068.364
A. Dettes financières	170/4	1.955.655	2.068.364
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174	1.955.655	2.068.364
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	1.717.971	
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	3.594.523	7.512.547
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	112.709	110.828
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	694.924	902.812
1. Fournisseurs	440/4	694.924	902.812
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45		
1. Impôts	450/3		
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	2.786.890	6.498.907
IX. Comptes de régularisation	492/3	20.235	21.203
TOTAL DU PASSIF	10/49	134.443.181	135.208.246

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	1.608.018	1.817.426
A. Chiffre d'affaires	70	23.659	4.115.318
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	1.575.710	(2.360.476)
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	8.649	62.584
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	1.867.543	2.011.790
A. Approvisionnements et marchandises	60	1.158.166	1.152.999
1. Achats	600/8	1.158.166	1.152.999
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	709.377	858.791
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630		
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4		
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8		
G. Autres charges d'exploitation	640/8		
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+) Perte d'exploitation (-)	70/66A 66A/70	(259.525)	(194.364)
IV. Produits financiers	75/76B	14.454.571	14.409.008
A. Produits financiers récurrents	75	14.454.571	14.409.008
1. Produits des immobilisations financières	750	14.394.647	14.394.823
2. Produits des actifs circulants	751		
3. Autres produits financiers	752/9	59.924	14.185
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	38.028	40.576
A. Charges financières récurrentes	65	38.028	40.576
1. Charges des dettes	650	38.028	40.575
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9		1
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+) Perte de l'exercice avant impôts (-)	70/66B 66B/70	14.157.018	14.174.068
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+) B. Transfert aux impôts différés (-)	780 680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+) Perte de l'exercice (-)	70/67 67/70	14.157.018	14.174.068
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+) Transfert aux réserves immunisées (-)	789 689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+) Perte de l'exercice à affecter (-)	(70/68) (68/70)	14.157.018	14.174.068

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	14.157.018	14.174.068
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	14.157.018	14.174.068
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		(1.500.202)
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		1.500.202
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	1.483.152	
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(12.673.866)	(12.673.866)
1. Rémunération de l'apport	694	12.673.866	12.673.866
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 4

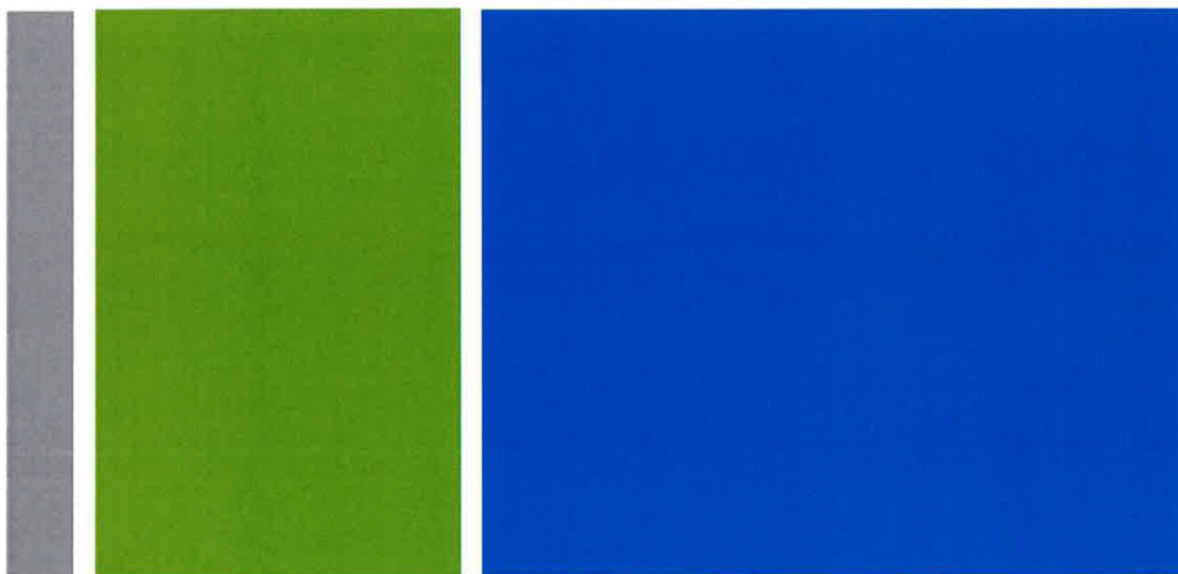
ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28		
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27		
A. Terrains et constructions	22		
B. Installations, machines et outillage	23		
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28		
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	381.278	964.426
V. Créances à plus d'un an	29	0	0
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	0	330.000
A. Stocks	30/36		330.000
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		330.000
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41	0	234.267
A. Créances commerciales	40		56.481
B. Autres créances	41		177.786
VIII. Placements de trésorerie	50/53	0	0
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53		
IX. Valeurs disponibles	54/58	381.278	400.159
X. Comptes de régularisation	490/1		
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	381.278	964.426

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	138.447	138.447
I. Apport	10/11	2.802	2.802
Disponible	110	2.802	
Indisponible	111		2.802
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	135.645	135.645
A. Réserves indisponibles	130/1	989	989
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	989	989
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	134.656	134.656
IV. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16		
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5		
1. Pensions et obligations similaires	160		
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5		
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	242.831	825.979
VII. Dettes à plus d'un an	17		
A. Dettes financières	170/4		
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174		
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	242.831	825.979
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42		
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	2.841	191.105
1. Fournisseurs	440/4	2.841	191.105
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45		
1. Impôts	450/3		
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	239.990	634.874
IX. Comptes de régularisation	492/3		
TOTAL DU PASSIF	10/49	381.278	964.426

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	(1.373.628)	(6.061.682)
A. Chiffre d'affaires	70	247.500	656.609
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	(1.708.213)	(7.837.111)
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	87.085	1.118.820
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	(1.373.829)	(6.061.820)
A. Approvisionnements et marchandises	60		
1. Achats	600/8		
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	4.384	405.657
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630		
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	(1.378.213)	(6.467.477)
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8		
G. Autres charges d'exploitation	640/8		
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A	201	138
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B		
A. Produits financiers récurrents	75		
1. Produits des immobilisations financières	750		
2. Produits des actifs circulants	751		
3. Autres produits financiers	752/9		
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	201	138
A. Charges financières récurrentes	65	201	138
1. Charges des dettes	650	201	138
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9		
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B		
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67		
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)		
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69		
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68		
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7		
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

**RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
COOPÉRATEURS DE L'INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET
LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES
SCRL SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE
31 DÉCEMBRE 2020**



**INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET
LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES
ET ÉCONOMIQUES SC (I.G.R.E.T.E.C)**

Rapport du commissaire
31 décembre 2020

THE POWER OF BEING UNDERSTOOD
AUDIT | TAX | CONSULTING



INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES SC

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2020

(COMPTES ANNUELS)

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études Techniques et Économiques SC (la "Société"), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'Assemblée générale du 26 juin 2019, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'Assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études Techniques et Économiques pour la seconde année.

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 513.421.157 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de € 13.028.352.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM InterAudit is a member of the RSM network and trades as RSM. RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting firm which practices in his own right. The RSM network is not itself a separate legal entity in any jurisdiction.

RSM InterAudit SC - réviseurs d'entreprises - Siège social : chaussée de Waterloo 1151 - B 1180 Bruxelles
interauc.it@rsmbelgium.be - TVA BE 0436.391.122 - RPM Bruxelles Société civile à forme commerciale

Member of RSM Toerien Cats Dupont Koevoets - Offices in Aalst, Antwerp, Brussels, Charleroi, Mons and Zaventem

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficacité ou l'efficacité avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :



- ▶ nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ▶ nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- ▶ nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- ▶ nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation ;
- ▶ nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.



AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des Sociétés et des Associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire (version révisée 2020) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des Sociétés et des Associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des Sociétés et des Associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1er, 8° du Code des Sociétés et des Associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mentions relatives à l'indépendance

- ▶ Notre cabinet de révision n'a pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.
- ▶ Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 3:65 du Code des Sociétés et des Associations ont correctement été ventilés et valorisés dans l'annexe des comptes annuels.

Autres mentions

- ▶ Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- ▶ La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- ▶ Dans le cadre de l'article 6:115 du Code des Sociétés et des Associations nous avons établi les rapports d'examen limité joints en annexe relatifs au test d'actif net.
- ▶ Nous confirmons avoir exécuté la mission visée par l'article 6 :116 du Code des Sociétés et des Associations pour les distributions de dividendes de juin et décembre 2020.
- ▶ Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des Sociétés et des Associations.

Gosselies, le 17 mai 2021

RSM INTERAUDIT SC
COMMISSAIRE
REPRÉSENTÉE PAR

THIERRY LEJUSTE
ASSOCIÉ

JOEL BOUAKICHA
REVISEUR D'ENTREPRISES

INFORMATIONS

Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques

Société Coopérative
Association de communes

TVA BE 0 201 741 786 - RPM CHARLEROI

IGRETEC EST CERTIFIEE ISO 9001. LA PLUPART DES STATIONS D'EPURATION SONT
CERTIFIEES ISO 14001 ET ENREGISTREES EMAS.

Rapport annuel :

Notre rapport annuel est publié sur www.igretec.com au format PDF.

IGRETEC
Boulevard Mayence 1
6000 Charleroi
Tél. : 071/20.28.11
Fax : 071/33.42.36
<http://www.igretec.com>

Contact

Jean-François MINET
Chef du Service Finances et Comptabilité
Tél. : 071/20.29.40
E-mail : jeff.minet@igretec.com